



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ministère de la Culture

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Améliorer l'accès aux livres et aux revues pour les personnes en situation de handicap.

Marché portant sur la réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'un portail national de l'édition accessible et la définition d'un plan de production de documents adaptés.

Numéro de consultation : 2021-08-DGMIC-Access

Table des matières

Table des matières	2
Article 1 - Objet du marché.....	3
Article 2 – Contexte	4
2.1 L’édition numérique nativement accessible.....	4
2.2 Le Comité de pilotage interministériel pour le développement d’une offre de livres numériques nativement accessibles	5
2.3 Les outils de description <i>EPUB accessibility 1.1</i> des livres numériques accessibles : référentiel, métadonnées, label	5
2.4 L’édition adaptée et l’exception au droit d’auteur en faveur des personnes handicapées.....	5
Article 3 – Méthodologie, phases du projet et prestations attendues	6
3.1 Principes généraux de méthode	6
3.2 Phase 1 : Étude de synthèse relative à des projets similaires à l’étranger [période d’étude : 1 mois].....	8
3.3 Phase 2 : Élaboration de scénarios [période d’étude : 2 mois].....	8
3.4 Phase 3 : Définition d’un plan de production de documents adaptés [période d’étude : 1 mois]	9
Article 4 - Pilotage de l’étude, calendrier et livrables	10
4.1 Pilotage de la mission, suivi et restitution.....	10
4.2 Livrables et délais de production	10
Article 5 – Qualification de l’équipe proposée	11

Améliorer l'accès aux livres et aux revues pour les personnes en situation de handicap.

Étude de faisabilité pour la création d'un portail national de l'édition accessible et définition d'un plan de production de documents adaptés.

Article 1 - Objet du marché

L'objet du marché est la réalisation d'une **étude de faisabilité pour la création d'un portail national de l'édition accessible et la définition d'un plan de production de documents adaptés**.

Dans tout le document, le terme « **édition accessible** » est utilisé pour désigner à la fois :

- **L'édition numérique nativement accessible**, produite sous forme numérique par les éditeurs commerciaux, de façon à ce que le livre numérique respecte les standards de l'accessibilité dès sa mise à disposition au public.
- **L'édition adaptée** qui est réalisée par des organismes à but non lucratif, dans le cadre de l'exception au droit d'auteur en faveur des personnes handicapées¹. Les documents concernés par l'édition adaptée peuvent être des livres ou des revues, voire des articles de revues. Les formats d'adaptation peuvent être spécifiques et répondre à des besoins particuliers : braille, gros caractères, tactile et relief, Facile à lire et à comprendre (FALC), Langue des signes française (LSF), etc. Les formats d'adaptation peuvent être numériques (audio numérique, texte numérique, braille numérique, etc.) ou bien analogiques (braille papier, versions tactiles ou en relief, etc.).

Menée dans un cadre interministériel, comprenant le Secrétariat général du Comité interministériel au handicap, les ministères de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports, de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, des Solidarités et de la santé, et de la Culture, co-financeurs de l'étude, cette étude doit permettre d'évaluer la faisabilité de la création et du fonctionnement d'un portail permettant :

- L'accès à l'offre de documents adaptés à destination des personnes empêchées de lire du fait d'un trouble cognitif ou d'un handicap ;
- L'accès à l'offre commerciale de livres et de revues numériques nativement accessibles.

Cette étude devra également définir un plan de production de documents adaptés, répondant aux besoins des personnes empêchées de lire en raison d'un trouble ou d'un handicap, quel qu'il soit.

L'étude comportera notamment les éléments suivants :

1. **Les contours et fonctionnalités du portail national de l'édition accessible, dans ses différentes composantes** : périmètre des livres et revues concernés, en fonction de leur genre ou de leur langue ; interfaces publiques (pour les personnes empêchées de lire du fait d'un trouble cognitif ou d'un handicap, pour leur entourage, etc.) et professionnelles (pour les organismes habilités par le dispositif « exception handicap », les éditeurs, les enseignants, les bibliothèques publiques, etc.) ; modalités d'accès à l'édition accessible pour le public ; instances de commande de documents adaptés (à l'unité, ou en lots sous forme d'appels à projet). Plusieurs variantes de contours et de fonctionnalités pourront être présentées.
2. **Son coût d'investissement et de fonctionnement (à la cible)**. Il convient d'évaluer les moyens humains et financiers nécessaires, tant en investissement (création du portail, R&D notamment pour anticiper et correspondre aux standards internationaux de l'édition et de l'accessibilité, formation des éditeurs et des organismes adaptateurs, etc.) qu'en fonctionnement (personnels affectés, maintenance des interfaces et des outils de production/diffusion de l'édition adaptée, appels à projets pour la production de documents adaptés, etc.). Plusieurs hypothèses seront présentées selon les options retenues pour le contour du projet.
3. **Sa gouvernance** : afin de garantir la solidité et la pérennité de ce projet de portail national de l'édition accessible, différentes modalités de gouvernance et de portage administratif devront être évaluées avec le souci d'associer ou fédérer les différents acteurs concernés et de rechercher les meilleures modalités de financement (mécénat, etc.).

Les propositions formulées à l'issue de la mission serviront de base aux arbitrages politiques par rapport au plan de production de documents adaptés, ainsi que sur l'opportunité de la création de ce portail national de

¹ Cf. paragraphe 2.4 L'édition adaptée et l'exception au droit d'auteur en faveur des personnes en situation de handicapées.

l'édition accessible, et, si cette opportunité est validée, sur son portage, son fonctionnement et son périmètre.

Article 2 – Contexte

La pénurie de livres accessibles est un constat qui perdure depuis longtemps : moins de 10% de la production éditoriale française est disponible en format accessible pour les personnes empêchées de lire du fait d'un handicap (trouble visuel, cognitif – en particulier les « dys » –, auditif, moteur ou mental).

Pour mettre fin à cette « carence », des solutions existent :

- **L'édition de livres et revues numériques nativement accessibles** : le numérique offre l'opportunité de prendre en compte l'accessibilité dès leur production. Le Gouvernement encourage ainsi le développement d'une offre de livres numériques nativement accessibles, en s'appuyant sur un comité de pilotage interministériel mis en place en 2018, et sur le [plan stratégique](#) développé en concertation avec les membres de ce comité de pilotage interministériel ;
- **L'édition adaptée** : depuis 2006, l'exception au droit d'auteur au bénéfice des personnes handicapées, dite « exception handicap », permet à des organismes habilités d'adapter et diffuser pour ces personnes toutes les œuvres de l'esprit protégées par le droit d'auteur.

L'objectif aujourd'hui est de faciliter le parcours des personnes en situation de handicap et de leurs proches à une offre enrichie de livres et revues accessibles. Pour ce faire, le Gouvernement cherche les meilleurs moyens d'augmenter la production de documents adaptés, ainsi que d'améliorer le signalement et la diffusion de l'ensemble de la production de livres et de revues issue de l'édition numérique nativement accessible comme de l'édition adaptée. À cette fin, il est envisagé de **créer un portail national de l'édition accessible, assorti de la définition d'un plan de production de documents adaptés.**

Ce portail pourrait permettre d'assurer le signalement de l'ensemble des œuvres accessibles disponibles, soit nativement soit après adaptation, pour les personnes empêchées de lire du fait d'un trouble ou d'un handicap et leurs familles, pour tous les moments de la vie (loisirs, éducation, enseignement supérieur, formation, emploi...), et proposer à ces derniers des services : indications quant à la disponibilité des livres et revues accessibles dans les réseaux de vente, renvoi vers des services de prêt numérique en bibliothèque, localisation d'ouvrages adaptés en bibliothèque, commande d'adaptation d'un titre qui n'est pas accessible. La structure administrative gérant le portail pourrait elle-même demander des adaptations d'œuvres en lot, qu'il s'agisse de la production courante, ou de la mise en accessibilité de corpus de livres et de revues.

La structure administrative gérant ce portail devra faire une place aux différents acteurs privés et institutionnels et pourrait jouer un rôle de pilotage et de coordination des demandes d'adaptation (voir point précédent). Cet outil pourrait constituer une brique du portail unifié d'information et de services pour les personnes en situation de handicap, évoqué lors du 4^e Comité interministériel de la transformation publique (CITP) du 15 novembre 2019.

L'objectif de ce portail national de l'édition accessible est double :

- **Simplifier sensiblement les démarches des personnes en situation de handicap** pour se procurer des livres et revues accessibles, mais également celles des familles et des professionnels de l'enseignement, par une centralisation et une meilleure efficacité des processus de signalement et de demandes de livres et de revues ;
- **Augmenter de manière très significative l'offre de contenus** à destination des publics empêchés de lire.

2.1 L'édition numérique nativement accessible

Le développement d'une offre de livres et de revues numériques dits « nativement accessibles » constitue actuellement une perspective très prometteuse au bénéfice des personnes empêchées de lire du fait d'un handicap. Grâce à l'utilisation du format de livres numériques EPUB3, les livres numériques à maquette simple (romans, essais, etc.) commercialisés par les éditeurs à destination du grand public peuvent présenter des fonctionnalités d'accessibilité qui répondent d'emblée aux besoins d'une grande partie des personnes en situation de handicap (en particulier les personnes aveugles, malvoyants et porteurs de troubles « dys » tels que la dyslexie). Ces livres peuvent être correctement vocalisés par un logiciel de synthèse vocale ou un lecteur d'écran, retranscrits en braille éphémère, agrandis et modulés dans leur présentation sur les supports de lecture numérique (ordinateurs, tablettes, smartphones – les liseuses n'offrant pas de fonctionnalités suffisantes en termes d'accessibilité).

Au-delà de l'accessibilité des livres numériques fournis par les éditeurs, ces enjeux concernent l'ensemble de la chaîne de diffusion. Pour les personnes handicapées, cela suppose de pouvoir clairement identifier les livres et les revues qui correspondent à leur besoin, de pouvoir les acquérir ou les emprunter sur les plateformes en ligne de vente ou de prêt numérique, de ne pas être bloquées par des mesures techniques de protection, de pouvoir s'équiper d'outils matériels ou logiciels de lecture adaptés. Enfin, celles qui ne disposent pas d'une

familiarité suffisante avec les technologies numériques doivent pouvoir être accompagnées par des structures de proximité (écoles, services d'accompagnement à l'éducation, universités, bibliothèques...) afin de s'approprier ces nouvelles pratiques de lecture.

2.2 Le Comité de pilotage interministériel pour le développement d'une offre de livres numériques nativement accessibles

L'évolution de la filière du livre numérique vers l'accessibilité est rendue nécessaire dans les années à venir par l'adoption, le 17 avril 2019, de la **directive européenne sur les exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et aux services** (Acte européen d'accessibilité). Cette directive impose des exigences d'accessibilité aux livres numériques, aux liseuses, aux logiciels et applications de lecture et au secteur du commerce en ligne. Ces obligations prendront effet en juin 2025 et une autorité devra être désignée pour contrôler le respect de ces obligations. Des exceptions sont cependant prévues pour les microentreprises ainsi que lorsque la mise en accessibilité constitue une charge disproportionnée pour l'opérateur. C'est pourquoi les exigences de la directive s'appliqueront principalement sur les livres à maquettes simples produits pas les éditeurs les plus importants.

Le **Comité de pilotage interministériel pour le développement d'une offre de livres numériques nativement accessibles** a été constitué pour mobiliser et accompagner le secteur dans cette transition. Il réunit des représentants des acteurs publics et privés concernés : associations représentatives des personnes en situation de handicap, éditeurs, revendeurs de livres numériques, gestionnaires de bases de données bibliographiques, bibliothécaires, Centre national du livre, ministères en charge de la culture, des personnes handicapées, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Le Comité de pilotage a adopté un plan stratégique qui décline 12 orientations à suivre pour garantir une évolution coordonnée du secteur vers l'accessibilité ([consultable en ligne sur le site du ministère de la culture](#)) ainsi qu'un programme d'actions partagé.

2.3 Les outils de description *EPUB accessibility 1.1* des livres numériques accessibles : référentiel, métadonnées, label

Il existe différents outils techniques de description de l'accessibilité des livres numériques :

- Le référentiel [EPUB accessibility 1.1](#) pour les livres numériques ;
- Les métadonnées d'accessibilité embarquées dans les fichiers de livres numériques au format EPUB3, selon le standard schema.org ;
- Le standard de métadonnées *ONIX for books*, géré par la société EDItEUR et utilisé au niveau international pour la distribution des livres dans les circuits commerciaux, comprend une liste de champs dédiés à la description du niveau d'accessibilité des livres numériques (*code list 196 – publication accessibility details*), qui comporte :
 - des champs synthétiques indiquant le niveau de conformité au référentiel ;
 - 21 champs décrivant les fonctions d'accessibilité du livre numérique (table des matières navigable, index navigable, descriptions alternatives aux images, langage mathématique accessible, balisage de la langue, etc.).

Ces outils techniques de description de l'accessibilité des livres numériques présentés plus haut (cf. les référentiels et métadonnées décrits dans ce paragraphe) sont utiles pour les professionnels de la chaîne du livre (éditeurs, distributeurs, gestionnaires de bases de données bibliographiques, détaillants et bibliothèques), mais ils sont peu parlants pour les usagers.

2.4 L'édition adaptée et l'exception au droit d'auteur en faveur des personnes handicapées

[L'exception au droit d'auteur en faveur des personnes handicapées](#) a été introduite en droit français par la loi n° 2006-961 du 1^{er} août 2006 relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (dite loi DADSVI). Ses conditions de mise en œuvre ont été réformées de manière substantielle par la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (loi LCAP), puis par la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, afin de transposer en droit français les dispositions relatives au Traité de Marrakech (2013) et inscrites dans le droit communautaire européen (règlement (UE) 2017/1563 du Parlement européen et du Conseil du 13/09/2017). Son cadre normatif figure aux articles L. 122-5 (7°), L. 122-5-1, L. 122-5-2 et R. 122-13 à R. 122-22 du code de la propriété intellectuelle (CPI).

Dans le cadre de la mise en œuvre du Traité de Marrakech (2016), l'*Accessible books consortium* (ABC) un service de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), a mis en place un service mondial d'échange de livres, ou *Global book service*. Ce service donne actuellement accès à plus de 700 000 documents adaptés sous forme numérique, dans différentes langues, dont plus de 100 000 en français. Cet accès se fait uniquement via les entités autorisées au sens du Traité de Marrakech (en France, il s'agit de

l'Association Valentin Haüy, de BrailleNet et du Groupement des intellectuels aveugles et amblyopes).

Pour toutes les œuvres de l'esprit mentionnées à l'article L.112-5 du CPI, l'exception au droit d'auteur en faveur des personnes handicapées permet à des organismes à but non lucratif, inscrits sur une liste fixée par arrêté conjoint des ministres en charge de la culture et en charge des personnes handicapées, de produire des versions adaptées des œuvres protégées, sans autorisation préalable ni rémunération des titulaires des droits, afin de les mettre à la disposition des personnes empêchées de lire du fait d'un handicap.

Dans le domaine de l'édition (livres, revues, partitions musicales, presse), l'exception handicap permet en outre à certains de ces organismes, agréés à cet effet par les ministres précités, de se voir communiquer sur demande les fichiers numériques ayant servi à l'édition des œuvres, ce qui facilite grandement leur travail d'adaptation. Les fichiers transitent dans des conditions sécurisées par la plateforme de transfert des ouvrages numériques (Platon) gérée par la Bibliothèque nationale de France (BnF), qui joue le rôle de tiers de confiance entre les éditeurs et les organismes de l'édition adaptée.

Aujourd'hui, 120 organismes sont habilités à bénéficier de l'exception, dont 63 sont agréés pour accéder aux fichiers numériques des œuvres. Il s'agit en majorité d'associations et d'établissements publics : établissements médico-sociaux en charge de l'accompagnement des personnes handicapées, établissements d'enseignement, bibliothèques. Les documents écrits sont adaptés en différents formats : fichiers numériques en format texte ou PDF, fichiers audio au format MP3 ou Daisy (format structuré spécialement conçu pour faciliter la lecture par les personnes déficientes visuelles), textes en gros caractères, braille intégral ou abrégé, vidéos en langue des signes française (LSF).

La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) a élargi la définition des bénéficiaires de l'exception aux personnes qui, du fait d'une ou plusieurs déficiences, sont empêchées d'accéder à l'œuvre dans la forme sous laquelle elle est disponible au public. Cette nouvelle définition permet notamment de prendre en compte les besoins des publics porteurs de troubles cognitifs et troubles des apprentissages (dits troubles « dys » : dyslexie, dysphasie, dyspraxie, etc.).

Compte tenu de l'entrée en vigueur à venir des exigences de la directive « accessibilité » précitée, l'édition adaptée est appelée à se concentrer sur l'adaptation des livres qui échapperont aux exigences de la directive, à savoir les livres produits par des petites maisons d'édition (microentreprises) ainsi que les livres à maquette complexe.

La lettre de mission remise en 2016 aux trois inspections générales (IGAC, IGAS, IGAENR) chargées de réaliser un [rapport interministériel sur « les structures ayant une activité d'adaptation des œuvres au bénéfice des personnes en situation de handicap »](#) formulait un triple constat :

- La réalisation d'œuvres adaptées en France est le fruit de multiples structures intervenant localement sur le territoire, de nature majoritairement associative, le plus souvent de petite taille et dont le travail repose en grande partie sur le bénévolat.
- Les financements publics sont affectés sans vision d'ensemble, avec un fort éparpillement des moyens.
- La multiplicité des structures, leur petite taille et le faible niveau de professionnalisation conduisent à une productivité du travail d'adaptation relativement faible.

En complément de ce triple constat, confirmé par le rapport d'inspection interministériel sur l'édition adaptée, on constate que les adaptations d'œuvres réalisées ne parviennent aujourd'hui qu'à une petite partie des publics visés : la diffusion et le signalement des collections doivent être améliorés de façon significative.

Sur la base de ces diagnostics, un **groupe de travail interministériel sur l'édition adaptée** s'est constitué en 2018, piloté par le Secrétariat général du CIH et avec la participation des ministères en charge de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, des personnes handicapées et de la Culture, avec pour objectif de mettre en œuvre les vingt-six recommandations du rapport d'inspection interministériel sur l'édition adaptée (2016) et de définir un plan d'action national.

Article 3 – Méthodologie, phases du projet et prestations attendues

3.1 Principes généraux de méthode

Parce qu'elle s'inscrit dans une stratégie globale, la mission comporte une **forte dimension prospective** : le titulaire aura la capacité de se projeter dans un ou plusieurs scénarios, dans lesquels seraient proposés à la consultation une offre conséquente et diversifiée de livres et de revues accessibles, où ceux-ci sont identifiés grâce à un dispositif de signalement basé sur des métadonnées d'accessibilité correctement renseignées par les éditeurs ou les distributeurs de livres et de revues numériques, dans lesquels les plateformes et environnements numériques seraient accessibles au sens de la réglementation en vigueur, et dans lesquels les usagers empêchés de lire en raison d'un trouble ou d'un handicap pourraient trouver aide et assistance pour la consultation des livres et revues accessibles.

La mission comporte également une **forte dimension technique** : outre la prise en compte des exigences d'accessibilité (RGAA, WCAG) des interfaces numériques publiques et professionnelles, le titulaire devra être au fait des critères d'accessibilité des livres numériques, des métadonnées d'accessibilité permettant le signalement des livres accessibles dans les catalogues de vente et de prêt ainsi que des différents catalogues et réservoirs de documents adaptés, ainsi que de **l'architecture informatique nécessaire à la mise en place de ce portail national de l'édition accessible** : interface publique de consultation, système intégré de gestion de bibliothèque permettant au minimum le catalogage des documents et la gestion de leur circulation, gestion du prêt des documents numériques, modules de recherche fédérée entre différents réservoirs de documents extérieurs au portail, etc. Un module supplémentaire, intégré au système de gestion de ce portail, devra permettre de passer commande, sous forme de marchés publics, de prestations de mise en accessibilité de documents sous droits.

Autant que faire se peut, la **simplicité des interfaces et des procédures de consultation par le public seront privilégiées** afin, d'une part, d'encourager et de faciliter la prise en main par le public ; et d'autre part de garantir l'accessibilité des interfaces à toutes les étapes de la consultation par le public, ainsi que la maîtrise dans le temps des niveaux d'accessibilité des différents outils mis à la disposition du public et des professionnels.

La consultation des interfaces du portail par le public et par les professionnels devra être gratuite. En revanche, l'accès aux œuvres mises en circulation dans le commerce ou aux éditions protégées par le droit d'auteur (notamment les adaptations réalisées dans le cadre de « l'exception handicap ») pourra faire l'objet d'une transaction onéreuse ou bien d'un prêt à titre gratuit dans le respect du droit d'auteur avec, le cas échéant, vérification de la qualité de personne empêchée de lire du fait d'un trouble ou d'un handicap.

Outre la prise en compte des critères d'accessibilité numérique ([WCAG](#), et [RGAA](#) notamment en application de l'art. 47 de la loi n° 2005-102 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées), l'ensemble de la mission devra **adopter une approche centrée sur l'utilisateur et porter une attention particulière aux différents parcours utilisateurs, dans la perspective de la mise en place de services à l'usager**. La diversité des besoins et des pratiques de lecture devra être prise en compte, car les publics visés sont nombreux, notamment :

- Les personnes empêchées de lire en raison d'un trouble ou d'un handicap, quel qu'il soit ;
- Leurs familles, notamment les enfants, les jeunes, les étudiants, les personnes âgées, etc. ;
- Les enseignants et professionnels en charge de l'accompagnement des enfants et des jeunes scolarisés, ainsi que des étudiants et des chercheurs en situation de handicap ;
- Les transpositeurs-adaptateurs de documents, au sein d'associations et d'organismes à but non lucratif, qui œuvrent notamment dans le cadre de l'exception au droit d'auteur en faveur des personnes en situation de handicap ;
- Les bibliothécaires de l'enseignement supérieur ou de lecture publique, afin d'accompagner les publics au plus près de leurs besoins, sur l'ensemble du territoire ;
- Ainsi que les libraires et diffuseurs, en ce qui concerne les circuits commerciaux de diffusion du livre ;
- Les employeurs et collègues dans le cadre d'un collectif de travail.

Le portail national a également l'ambition de **couvrir plusieurs genres éditoriaux** : littérature et essais, littérature de jeunesse, manuels scolaires et ouvrages parascolaires, ouvrages pratiques, ouvrages techniques, ouvrages scientifiques, articles de recherche, etc.

En application de ces différents éléments, le titulaire devra **formuler des propositions relatives aux aspects organisationnels et financiers** pour la création du portail national de l'édition accessible :

- Définir les ressources humaines nécessaires pour le fonctionnement du portail ;
- Définir les ressources budgétaires nécessaires, aussi bien en fonctionnement qu'en investissement, ainsi que les sources de financement possibles (mécénat, etc.) ;
- Proposer un organigramme fonctionnel ;
- Préciser les différents schémas possibles pour définir la structure juridique porteuse, sa composition, et son positionnement par rapport aux commanditaires de l'étude et aux différents acteurs concernés par l'édition adaptée et l'édition nativement accessible ;
- Phaser la réalisation de ces propositions en fonction des moyens qu'elles impliquent (ressources humaines, budgétaires notamment) selon que ce portail soit dédié au signalement de l'édition accessible ou au signalement et à l'hébergement de l'édition accessible.

Le titulaire devra également mener une **synthèse de projets similaires à l'étranger**, sur la base des retours de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et des ambassades (retours attendus pour le 1^{er} mars 2021) afin de mettre en évidence les bonnes pratiques dans ce domaine, notamment dans le cadre de l'échange de documents adaptés entre les États signataires du Traité de Marrakech (2014) et membres du *Global book service* développé par l'*Accessible Books Consortium*, un service de l'OMPI. Cette synthèse sera mise en perspective au regard des spécificités du paysage français du secteur de l'édition adaptée et de l'édition numérique nativement accessible.

En ce qui concerne la **définition d'un plan de production de documents adaptés (livres et revues)** et réalisés dans le cadre de l'exception au droit d'auteur en faveur des personnes handicapées (articles [L 122-5](#), [L 122-5-1](#), [L 122-5-2](#) et [R 122-13 à R 122-22](#) du code de la propriété intellectuelle), celui-ci devra couvrir un large périmètre de genres éditoriaux, et prendre en compte la diversité des besoins des personnes empêchées de lire du fait d'un trouble cognitif ou d'un handicap, quel qu'il soit. Cette diversité de besoins pourra être prise en compte au travers des formats d'adaptation (fichiers numériques en format texte ou PDF, fichiers audio au format MP3 ou Daisy, textes en gros caractères, braille intégral ou abrégé, vidéos en langue des signes française (LSF)).

La volumétrie ainsi que la répartition des adaptations devront être évaluées en lien avec les membres du comité de suivi (cf. article 4.1), sur la base des données d'activité des organismes habilités dans le cadre de l'exception au droit d'auteur en faveur des personnes handicapées. Les données consolidées les plus récentes proviennent de la synthèse des rapports d'activité 2015 des organismes habilités dans le cadre de l'exception au droit d'auteur en faveur des personnes handicapées. Ces données indiquaient une capacité de production totale d'environ 30.000 adaptations par an, dont (uniquement pour les formats numériques structurés) : 3000 en braille intégral, 1500 en braille abrégé, 3000 en Daisy audio, 3000 en Daisy texte. La volumétrie relative aux autres formats sera à déterminer en lien avec la phase 2 de l'étude (élaboration de scénarios) et avec les membres du comité de suivi : formats « texte » (.txt, PDF, etc.), LSF, FALC.

3.2 Phase 1 : Étude de synthèse relative à des projets similaires à l'étranger [période d'étude : 1 mois]

Pour la réalisation de cette étude de synthèse relative à des services similaires au projet envisagé en France, le titulaire s'attachera à réaliser la synthèse des éléments que le Gouvernement aura rassemblés depuis les ambassades ainsi que l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), et à en tirer les enseignements utiles pour l'identification des scénarios envisageables en France.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette phase de synthèse n'a pas pour ambition de réaliser une étude exhaustive sur les bonnes pratiques à l'étranger mais simplement d'identifier, sur la base de 4 ou 5 projets, les freins et facteurs de réussite des projets à l'étranger pour la création du portail national français. Tous les frais de communication, de location d'une plateforme pour une visioconférence, etc., sont à inclure d'emblée dans l'offre.

Le titulaire s'attachera en particulier à préciser les points suivants :

- Pays de réalisation du projet ;
- Préciser s'il s'agit d'un projet centralisé, ou bien s'il en existe d'autres au sein de ce pays ;
- Statut juridique de la structure porteuse : publique et/ou privée, ainsi que son mode de gouvernance ;
- Budget et sources de financement, ressources humaines mobilisées et organigramme fonctionnel ;
- Actions réalisées :
 - Production de livres et de revues accessibles : sous forme numérique ou non, genres éditoriaux couverts, formats numériques traités le cas échéant, volume de production, outils matériels et logiciels de production, processus de création de livres numériques accessibles, incluant l'emploi et la création de métadonnées, ainsi que leur intégration dans la chaîne du livre ;
 - Diffusion : nombre de personnes desservies, rapporté à la population du pays ; volume des livres prêtés ou vendus ; modalités de mise à disposition (mise en place d'un catalogue et/ou d'une interface publics, téléchargement, streaming, prêt à l'unité, prêt via une structure tierce, etc.) ;
 - Accompagnement des publics et des professionnels.
- Les éventuelles actions et modalités de sous-traitance pour la production de livres accessibles ;
- Les partenariats mis en œuvre, ainsi que leurs modalités de conventionnement : écoles, universités, bibliothèques, associations, etc. ;
- Les actions engagées au niveau international, comme la participation au Global book service (ABC), etc. ;
- Les éventuels freins ou facteurs de réussite du projet ;
- La compatibilité avec les spécificités françaises.

3.3 Phase 2 : Élaboration de scénarios [période d'étude : 2 mois]

En s'appuyant sur les études et documents existants (rapport 2016 IGAC-IGAS-IGAENR sur l'édition adaptée, étude de synthèse de projets similaires à l'étranger réalisée en phase 1 de la mission), cette deuxième phase a pour but d'élaborer deux ou trois scénarios (projections hautes et basses) déclinant les points suivants :

1. **Les contours et fonctionnalités de ce portail national de l'édition accessible, dans ses différentes composantes** : périmètre des livres et revues concernés, en fonction de leur genre ou de leur langue ; interfaces publiques et/ou professionnelles ; modalités d'accès à l'édition accessible pour le public ; accompagnement des usagers et des professionnels ; gestion des métadonnées ainsi que leur

« mapping », permettant de mettre en correspondance différents catalogues ou réservoirs de documents adaptés ; instances de demandes de production de documents adaptés (à l'unité, ou en lots) ; adaptations de titres en formats intermédiaires (XML DTBook par exemple) permettant ensuite d'adapter, dans des délais optimisés, les documents au plus près des besoins des usagers (scolaires, notamment), prise en compte des outils de lecture (applications et matériels de lecture, ainsi que des technologies d'assistance (synthèse vocale, affichage braille, etc.) afin de garantir l'accessibilité tout au long de la chaîne du livre, de la production à la lecture par l'utilisateur.

Plusieurs contours et fonctionnalités pourront être présentés et ajoutés, tels que par exemple le contrôle du respect des exigences de la directive « accessibilité » précitée.

En particulier, il conviendra de préciser :

- Si le portail est une simple interface publique, complétée par un agrégateur de contenu, moissonnant les données, métadonnées et fichiers numériques de réservoirs de documents existants (mutualisation des documents adaptés sur Platon, bibliothèques numériques, notamment [Éole](#) et la [BNFA](#), ainsi que la [Banque de données de l'édition adaptée](#)) ;
- Si le portail a vocation à devenir lui-même une bibliothèque numérique mettant à disposition des documents en propre ;
- Et quelle instance peut être mise en place pour relayer les demandes d'adaptation de titres à l'unité (à la demande des usagers).

S'agissant des interfaces, dont l'une au moins devra être publique et accessible au sens de la réglementation en vigueur, il conviendra de préciser si des interfaces professionnelles, ou à accès restreint devront être mises en place, notamment pour les professionnels de l'adaptation (associations, établissements médico-sociaux, etc.), les professionnels de la lecture (bibliothèques territoriales, bibliothèques de l'enseignement supérieur), les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur. Ces interfaces pourront intégrer les fonctionnalités de la « navigation à facettes », notamment pour la recherche de documents correspondants aux différents besoins de lecture (par genres éditoriaux ; ou par formats : braille, gros caractères, audio, texte, LSF, etc.).

2. **Le coût d'investissement et de fonctionnement du portail, à la cible.** Il convient de prévoir, dès le début de ce projet, des moyens financiers tant en investissement (création du portail, R&D notamment pour anticiper et correspondre aux standards internationaux de l'édition et de l'accessibilité, formation des éditeurs et des organismes adaptateurs, etc.) qu'en fonctionnement (personnels affectés, maintenance des interfaces et des outils de production/diffusion de l'édition adaptée, etc.).

Plusieurs hypothèses seront présentées selon les options retenues pour le contour du projet, avec évaluation de la montée en charge progressive, appréciée au regard du contour et des fonctionnalités du portail, déterminées au point 1.

3. **Sa gouvernance :** afin de garantir la solidité et la pérennité de ce projet de portail national de l'édition accessible, différentes modalités de gouvernance et de portage administratif devront être évaluées, en y associant ou fédérant les différents acteurs concernés ainsi qu'en identifiant les modalités de son financement.

Comme indiqué dans la partie « 3.1 Principes généraux de méthode », la mission devra être particulièrement attentive aux **obligations légales et réglementaires issues du droit d'auteur ainsi qu'en matière d'accessibilité numérique, d'expérience utilisateur (confort d'usage), et d'interopérabilité** entre les différentes plateformes et applications de lecture de livres numériques.

Les scénarios s'attacheront notamment à **préciser les différentes pistes de développement**. En particulier, des schémas organisationnels et d'architecture système devront être produits.

Les scénarios évalueront également l'impact en termes de financement, ainsi qu'en termes d'organisation et de ressources humaines. En particulier, ils devront évaluer la place et le rôle que pourront prendre, dans ce projet de portail, les acteurs de la chaîne du livre (éditeurs, sous-traitants, diffuseurs), les acteurs institutionnels (Bibliothèque nationale de France, Institut national des jeunes aveugles, etc.) et les acteurs associatifs qui œuvrent de longue date en faveur de l'édition accessible.

3.4 Phase 3 : Définition d'un plan de production de documents adaptés [période d'étude : 1 mois]

En fonction des scénarios étudiés en phase 2 de l'étude, le titulaire devra **formaliser un plan de production de documents adaptés (livres et revues)** et prenant en compte les points suivants :

- Un large périmètre de genres éditoriaux (littérature, essais, ouvrages scolaires, techniques ou de niveau académique, etc.), comprenant à la fois des livres et des revues ;
- La diversité des besoins des personnes empêchées de lire du fait d'un trouble cognitif ou d'un handicap, quel qu'il soit ;

- Les objectifs à la cible : le nombre d'ouvrages à adapter, une répartition par genres éditoriaux et par formats d'adaptation, ainsi que des propositions de plans de charge, incluant l'ajout de métadonnées ;
- La maîtrise des coûts et des délais relatifs à la production, ainsi que des circuits de production ;
- Les modalités de définition de corpus de livres et de revues ;
- Les organismes susceptibles de répondre aux appels à projets, visant à adapter des corpus de livres ou de revues ;
- La formulation de recommandations pour les appels à projets ;
- Les sources de financement permettant cette mise en accessibilité (mécénat, etc.).

Article 4 - Pilotage de l'étude, calendrier et livrables

4.1 Pilotage de la mission, suivi et restitution

Le comité de pilotage se réunira à plusieurs reprises au cours de la mission (*a minima* : une réunion de lancement et une réunion à l'issue de chacune des trois phases pour présenter et échanger sur les livrables). Sa composition, indicative au stade la consultation du présent marché et à confirmer au démarrage du marché, est la suivante :

- Le ou les représentants du titulaire du marché ;
- Un représentant du Secrétariat général du Comité interministériel au handicap (SG CIH) ;
- Un représentant pour les ministères suivants : Culture ; Éducation nationale, jeunesse et sports, Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ; Solidarités et santé ; Travail, emploi et insertion.

Un comité de suivi est également constitué pour suivre l'avancée de la mission, aux côtés du comité de pilotage :

- Les représentants des organismes composant le comité de pilotage, dont le titulaire du marché ;
- Un représentant du Comité national consultatif des personnes handicapées (CNCPPH) ;
- Un représentant de la Confédération française pour la promotion sociale des aveugles et amblyopes (CFPSAA) ;
- Un représentant de la Fédération française des DYS (FFDYS) ;
- Un représentant de la Fédération nationale des sourds de France (FNSF) ;
- Un représentant de l'association Unanimes (ex-UNISDA, Union nationale pour l'insertion sociale des déficients auditifs) ;
- Un représentant de l'Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis (UNAPEI) ;
- Un représentant de la Bibliothèque nationale de France ;
- Un représentant de l'Institut national des Jeunes aveugles (INJA) ;
- Un représentant du Syndicat national de l'édition (SNE) ;
- Un représentant de l'Association des bibliothécaires de France (ABF) ;
- Des personnes en situation de handicap « auto-représentantes ».

Les comptes rendus des réunions du comité de pilotage sont à la charge du titulaire du marché, ils sont transmis dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter de la date des réunions. Sans remarques du comité de pilotage dans un délai de 10 jours ouvrés, ils sont réputés approuvés.

Le titulaire rendra compte, auprès du comité de pilotage, de l'avancée de son travail sous la forme de notes d'avancement lors de réunions, d'entretiens téléphoniques ou de visioconférences.

4.2 Livrables et délais de production

La durée indicative de la mission est de 4 mois, pour un rendu de la mission à la fin du 1^{er} semestre 2021.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'élaboration de ces différents livrables ne nécessite pas de développement informatique.

Tous les livrables doivent être disponibles dans un format numérique accessible et structuré, au format texte.

Le planning d'exécution des prestations est ajusté, après accord des deux parties, et validé lors de la réunion de lancement ; les délais indicatifs d'exécution peuvent être réajustés en cours de marché après accord écrit des deux parties.

Les livrables attendus sont les suivants :

À l'issue de la Phase 1 – Étude de synthèse relative à des projets similaires à l'étranger [durée maximale : 1 mois]

À partir des éléments remontés des ambassades et de l'OMPI, établir un rapport de synthèse comprenant :

- Pays de réalisation des projets ;
- Préciser s'il s'agit d'un projet centralisé, ou bien s'il en existe d'autres au sein de ce pays ;
- Statut juridique de la structure porteuse : publique et/ou privée, ainsi que son mode de gouvernance ;
- Budget et sources de financement, ressources humaines mobilisées et organigramme fonctionnel ;
- Actions réalisées :
 - Production de livres et de revues accessibles : sous forme numérique ou non, genres éditoriaux couverts, formats numériques traités le cas échéant, volume de production, outils matériels et logiciels de production, processus de création de livres numériques accessibles, incluant l'emploi et la création de métadonnées, ainsi que leur intégration dans la chaîne du livre ;
 - Diffusion : nombre de personnes desservies, rapporté à la population du pays ; volume des livres prêtés ou vendus ; modalités de mise à disposition (mise en place d'un catalogue et/ou d'une interface publics, téléchargement, streaming, prêt à l'unité, prêt via une structure tierce, etc.) ;
 - Accompagnement des publics et des professionnels.
- Les éventuelles actions et modalités de sous-traitance pour la production de livres accessibles ;
- Les partenariats mis en œuvre, ainsi que leurs modalités de conventionnement : écoles, universités, bibliothèques, associations, etc. ;
- Les actions engagées au niveau international, comme la participation au Global book service (ABC), etc. ;
- Les éventuels freins ou facteurs de réussite du projet ;
- La compatibilité avec les spécificités françaises.

À l'issue de la Phase 2 – Elaboration de scénarios [durée maximale : 2 mois]

Les livrables pour cette seconde phase sont :

- Un rapport complet détaillant les scénarios envisagés, incluant des propositions hautes et basses ;
- Un rapport synthétique des scénarios envisagés, ainsi que leur comparaison ;
- Des organigrammes fonctionnels ;
- Des schémas organisationnels et d'architecture système ;
- Des propositions de rétro-planning pour la création de ce portail ;
- Des propositions de dénomination de ce futur portail ;
- Ainsi que tout document de présentation (fiches de synthèse, infographies, documents PowerPoint, etc.) pouvant servir aux arbitrages politiques et financiers.

Chaque proposition de scénario devra préciser les liens entre, d'une part, les acteurs de l'édition accessible, y compris les acteurs qui œuvrent de longue date en faveur de l'édition adaptée, ainsi que la Bibliothèque nationale de France, et, d'autre part, le projet de portail national de l'édition accessible, de façon à établir la place que l'existant pourra prendre dans chacun des scénarios proposés.

À l'issue de la Phase 3 – Définition d'un plan de production de documents adaptés [durée maximale : 1 mois]

En fonction des scénarios étudiés en phase 2, **établir un plan de production de documents adaptés (livres et revues)**, avec ventilation des documents par genres éditoriaux, par formats et par type de documents ; modalités de définition de corpus ; objectifs à la cible ; plans de charge ; sources de financement.

Article 5 – Qualification de l'équipe proposée

Le titulaire doit mettre en place une équipe ayant une expérience confirmée dans les domaines suivants :

- Juridique : droit d'auteur, droit administratif ;
- Politiques publiques centrées sur les services à l'utilisateur ;
- Stratégies pour la création et le développement de services, incluant des évaluations budgétaires et en termes de ressources humaines ;
- Production éditoriale et économie du livre et des revues ;
- Veille technologique et juridique sur la mise en place de plateformes numériques ;
- Accessibilité numérique ;
- Travaux de rédaction et de synthèse.

Le titulaire doit maintenir la stabilité de l'équipe pendant toute la durée du marché, en évitant autant que possible les changements dans sa composition.